

84. ru preuve

Ru Evidence

Par Anna Von Reitz

Preuve envoyée à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, des preuves supplémentaires et l'auto-admission de crimes contre l'humanité promus par des sociétés municipales soumises à liquidation et nos réclamations datées 6 mars 2005 et 19 janvier de 2023 en suiv. ---

“ Preuve des "États-Unis" --- signifiant, DOD, INC. --- contournement du droit international et des accords de limitation des armes, ingérence en Ukraine, abus de l'Ukraine en tant que centre de développement d'armes biologiques, violation des traités et accords créant le pays moderne connu sous le nom de "Ukraine" après l'effondrement du système soviétique, et une mise en danger délibérée et flagrante de la vie sur cette planète pour le profit.

Ils ont admis avoir exploité quarante-six (46) laboratoires d'armes biologiques et / ou usines en Ukraine.

Ceci, après qu'ils et leurs partenaires de l'OTAN ont organisé le meurtre du gouvernement ukrainien légalement élu et installé leur propre marionnette, M. Zelensky, pour servir de portier.

Cela n'a rien à voir avec le gouvernement américain et est en fait en violation de nos contrats.

Nous attirons sans équivoque votre attention sur le fait qu'ils, ces sociétés commerciales étrangères, ne sont pas autorisés à utiliser nos actifs ou nos crédits en dehors de leurs dix-huit droits délégués clairement énumérés et limités et que nous ne définissons aucun des actes monstrueux en cours en Ukraine comme "défense" liée à ce pays.

Nous ne financerons pas leurs activités parascolaires et nous ne tolérerons plus la guerre de la part de ces criminels prétendant agir "en notre nom". Nous nions tout besoin de «croyants américains» jusqu'en 1860 et exigeons la liquidation immédiate de ces sociétés municipales déchaînées, comme l'exigent le droit ecclésiastique et le traité international.

Le DOD, l'INC. Et sa société mère opérant sous le nom de "United States of America Corporation" --- en somme totale --- promeut la guerre pour le profit et opère illégalement et illégalement depuis

1860, en violation violente de nos traités internationaux et de nos contrats constitutionnels.

Sur quoi nous avons exposé et exposons les motifs de la liquidation de ces sociétés municipales et du retour de tous les avoirs américains dérobés au gouvernement civil légal de nos États-nations de l'Union sans autre recours administratif.

Nous devons le retour et le contrôle de tous les actifs privés appartenant à tous les Américains, y compris les comptes de garantie mondiaux, le Saint Germain Trust et tous les crédits provenant de leurs actifs et de plus de 5000 autres fiducies privées et des millions de fiducies immobilières individuelles bidon qui ont été exploités illégalement et immoralement en tant que «titres» pour les dettes des sociétés municipales au nom des victimes de ces sociétés municipales.

Cela comprend les actifs du Global Federal Reserve Banking System qui ont été illégalement réquisitionnés et mal administrés sans contrat depuis 2005.

Nous affirmons que les habitants de l'ancien Commonwealth, du Japon et de la majeure partie de l'Europe occidentale ont également été licenciés, fraudés, menacés et opprimés par ces mêmes acteurs de la Corporation municipale faisant semblant d'agir avec des autorités inexistantes.

Nous proclamons avec certitude qu'aucun de ces personnages agissant en tant que "membres du Congrès" ou en tant que gouverneurs des "États d'États" n'a une seule fonction publique liée à notre gouvernement national. Ils ont simplement empiété sur nous et nos fonctions publiques tout en promouvant leurs propres élections privées en tant que substitut --- sans jamais révéler ce qu'ils faisaient au public américain.

Aucun d'entre eux n'a de contrat écrit en cours ou de serment public valide et aucun d'entre eux n'a agi pour s'acquitter fidèlement de ses obligations en vertu des vénérables contrats constitutionnels de 1789 et 1790; au lieu de cela, ils ont fait de fausses déclarations de commerce répétées contre leurs employeurs réels et ont cherché à se soustraire et à conspirer contre les accords constitutionnels, les traités, et les actes du Congrès continental et des États de l'Union qui permettent leur existence et utilisent les permis et la résidence.

Il n'y a pas un seul membre d'une branche de "service" liée à ces sociétés municipales qui agit comme autre chose qu'un mercenaire commercial, à l'exception peut-être du personnel de la marine américaine et des marines opérant sur les voies de navigation intérieure en haute mer et navigables.

Pour notre propre sécurité et la paix due au monde entier, nous exigeons la liquidation de la DOD, de l'INC et de "la United States of America Corporation" et le retour de tous les actifs et titres américains dérobés détenus par toute espèce des soi-disant «fiduciaires américains», y compris l'Organisation des Nations Unies.

Notre peuple est correctement prouvé et son statut politique et ses fiducies explicites individuelles sont écrits et déclarés. Nos États sont bien vivants, organisés, en session, et il n'y a aucune excuse possible pour une prétention continue autrement. Il n'y a aucune raison pour qu'une société municipale fasse des réclamations contre nous ou continue de faire semblant de nous "représenter" à tout moment de 1860 à aujourd'hui, en l'absence d'un devoir constitutionnel direct

et rempli.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
28 mars 2023
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Image not found or type unknown

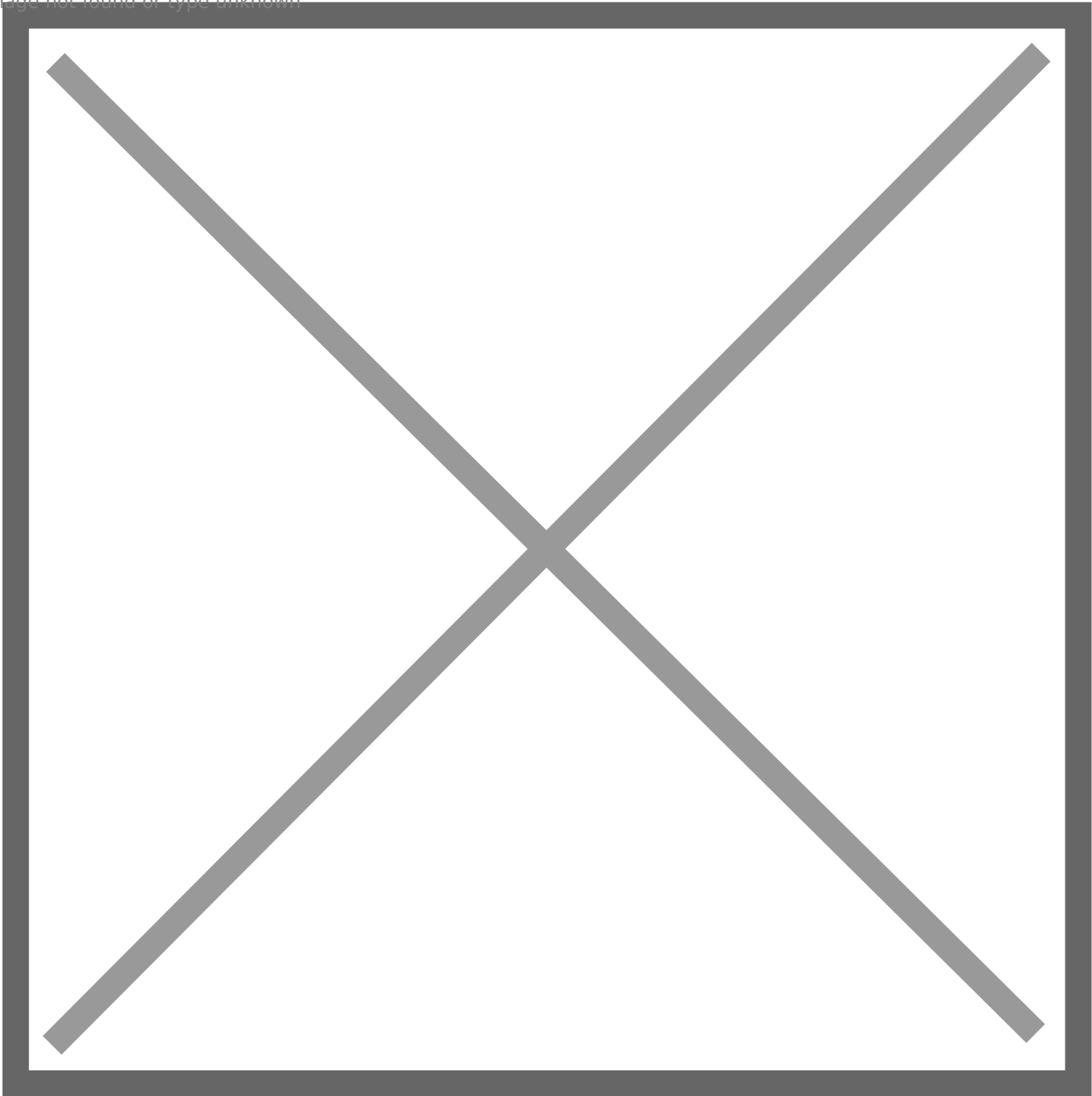


Image not found or type unknown

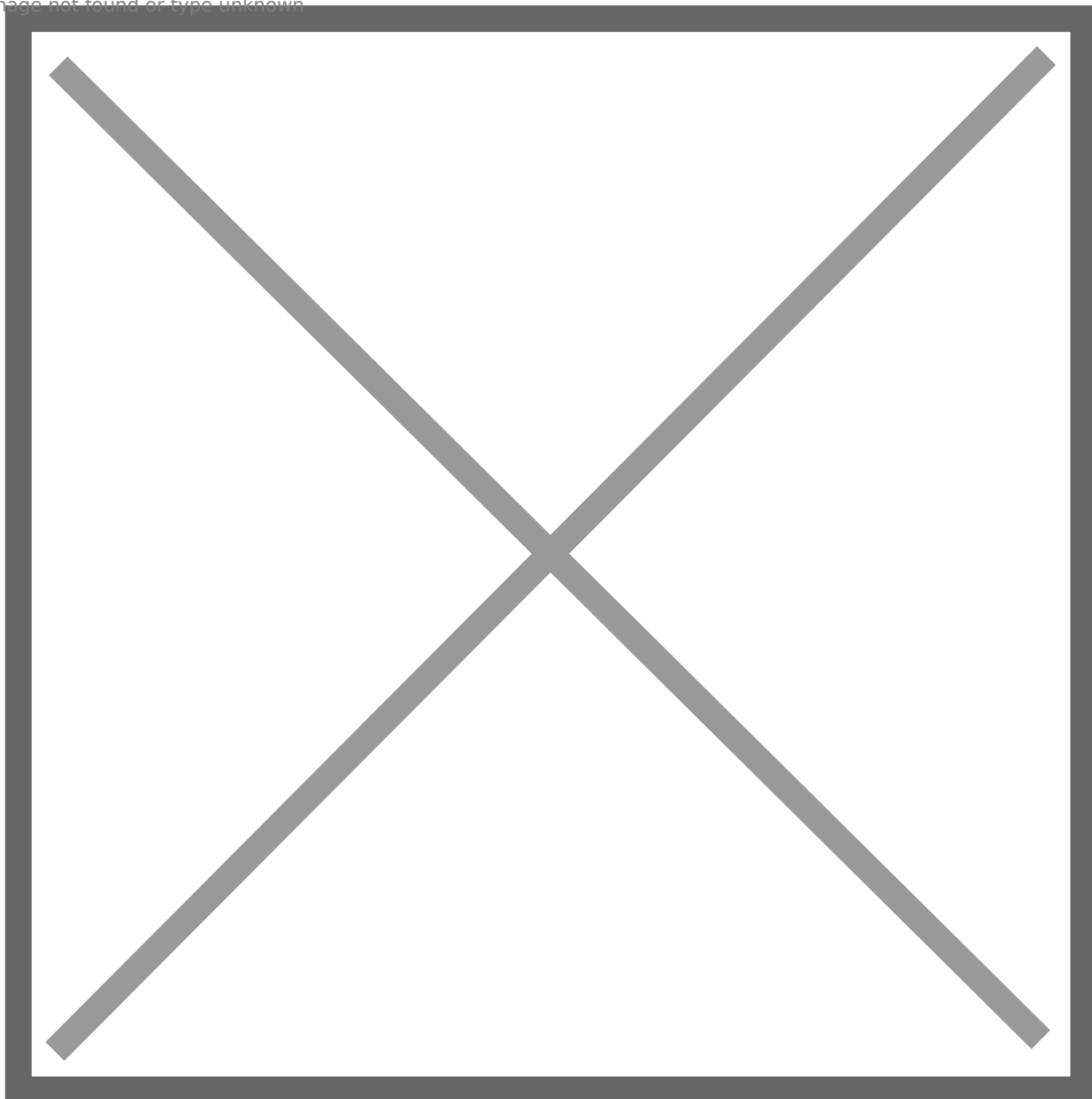


Image not found or type unknown

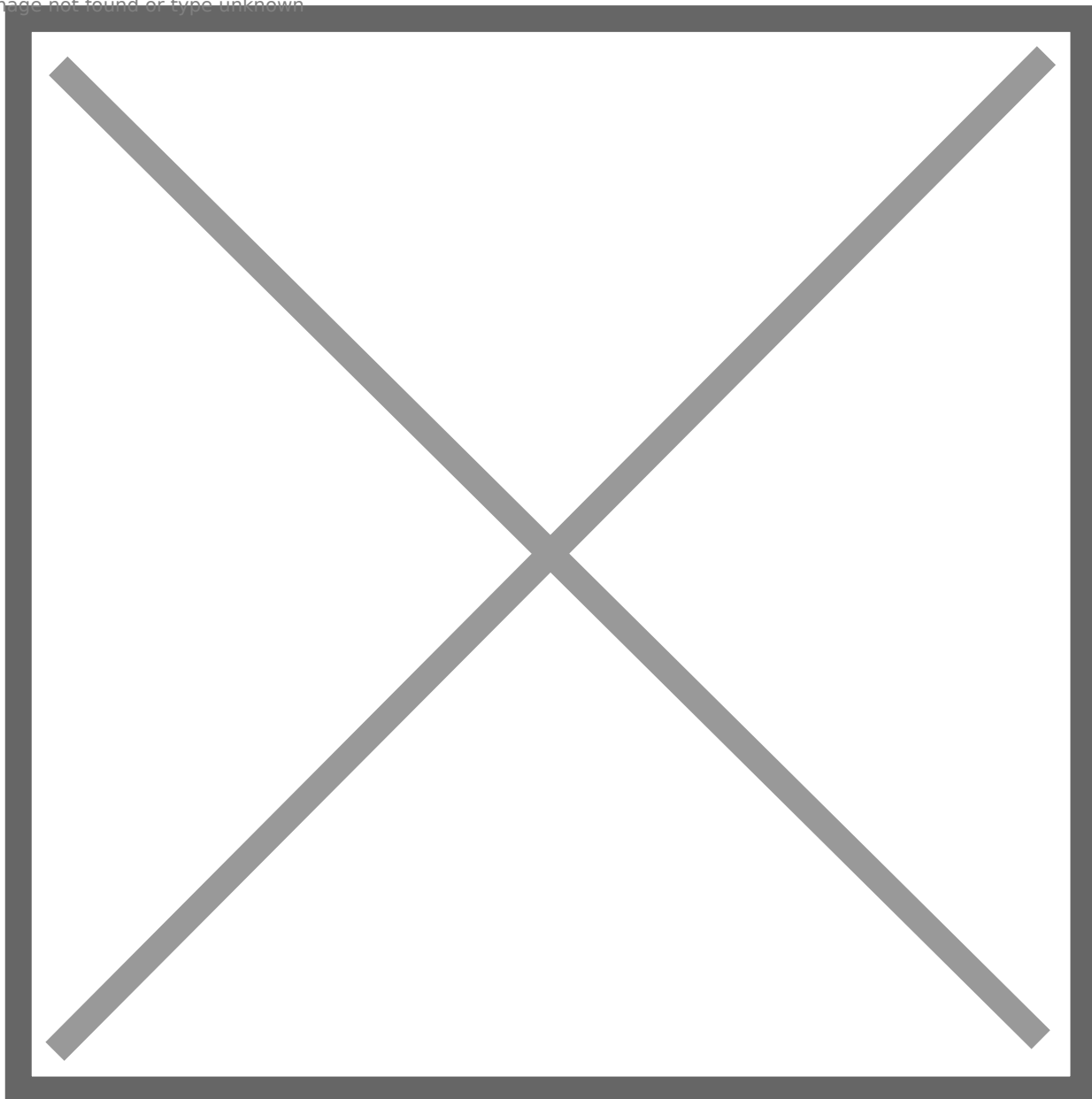


Image not found or type unknown

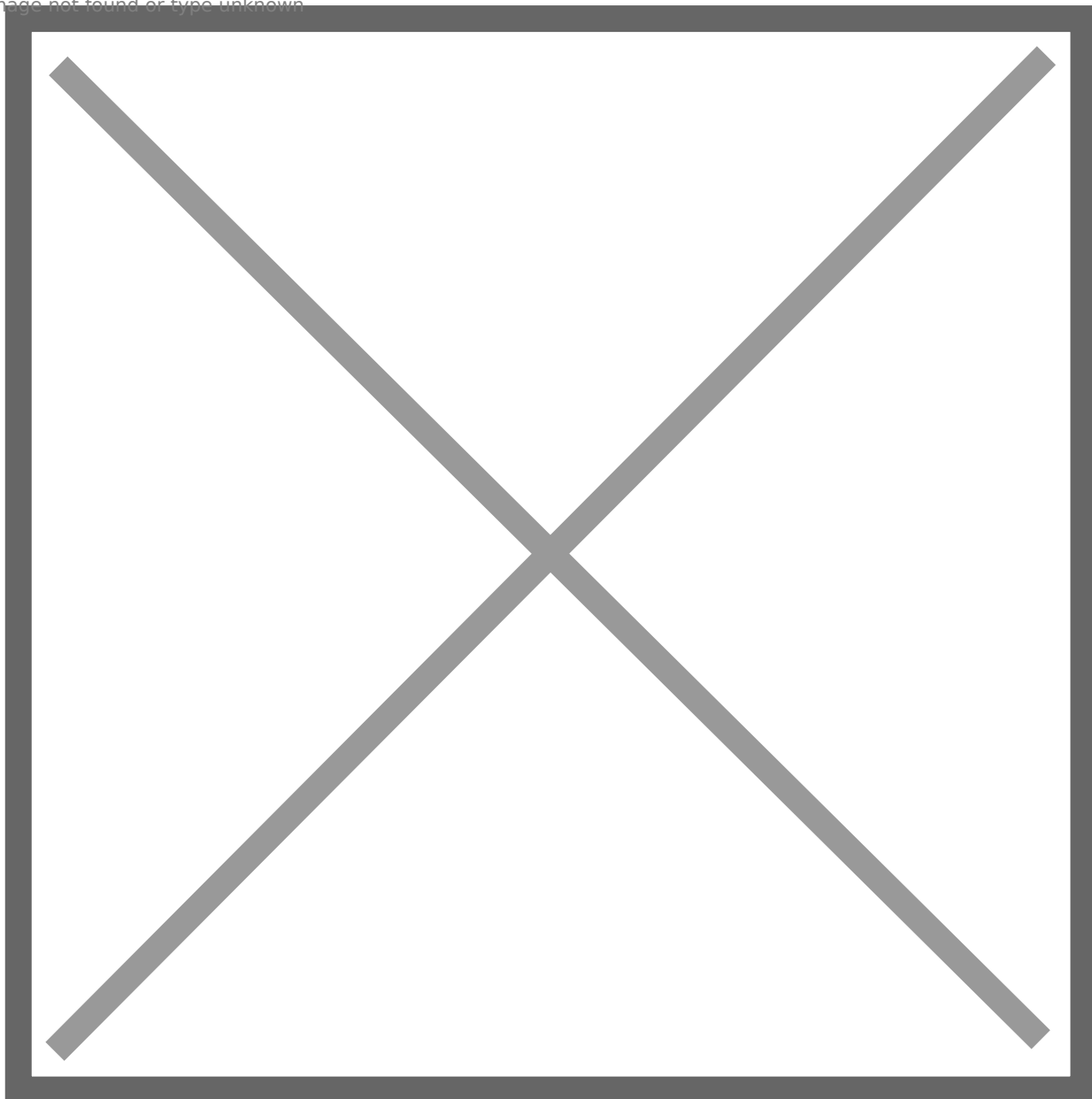


Image not found or type unknown

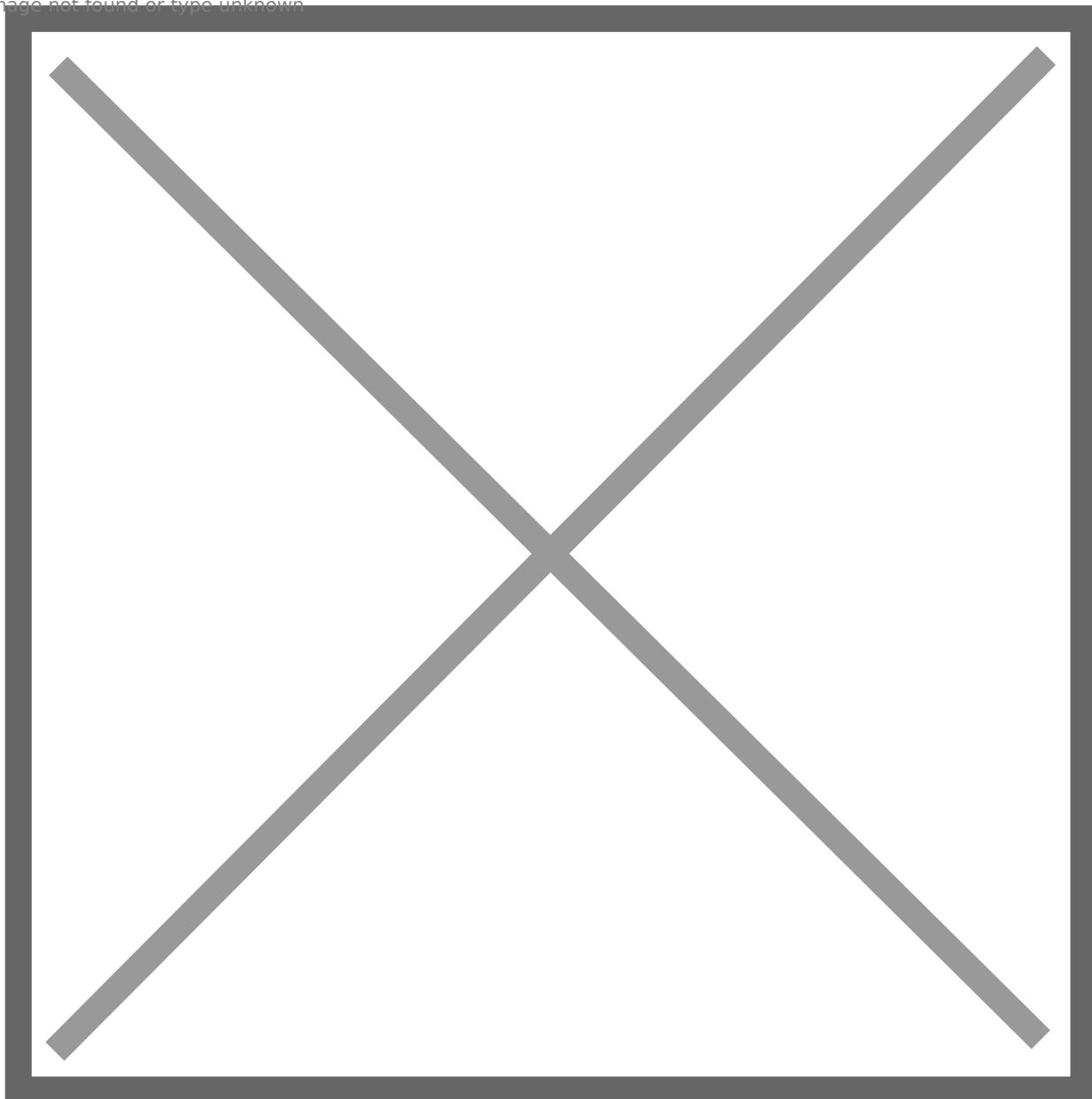


Image not found or type unknown

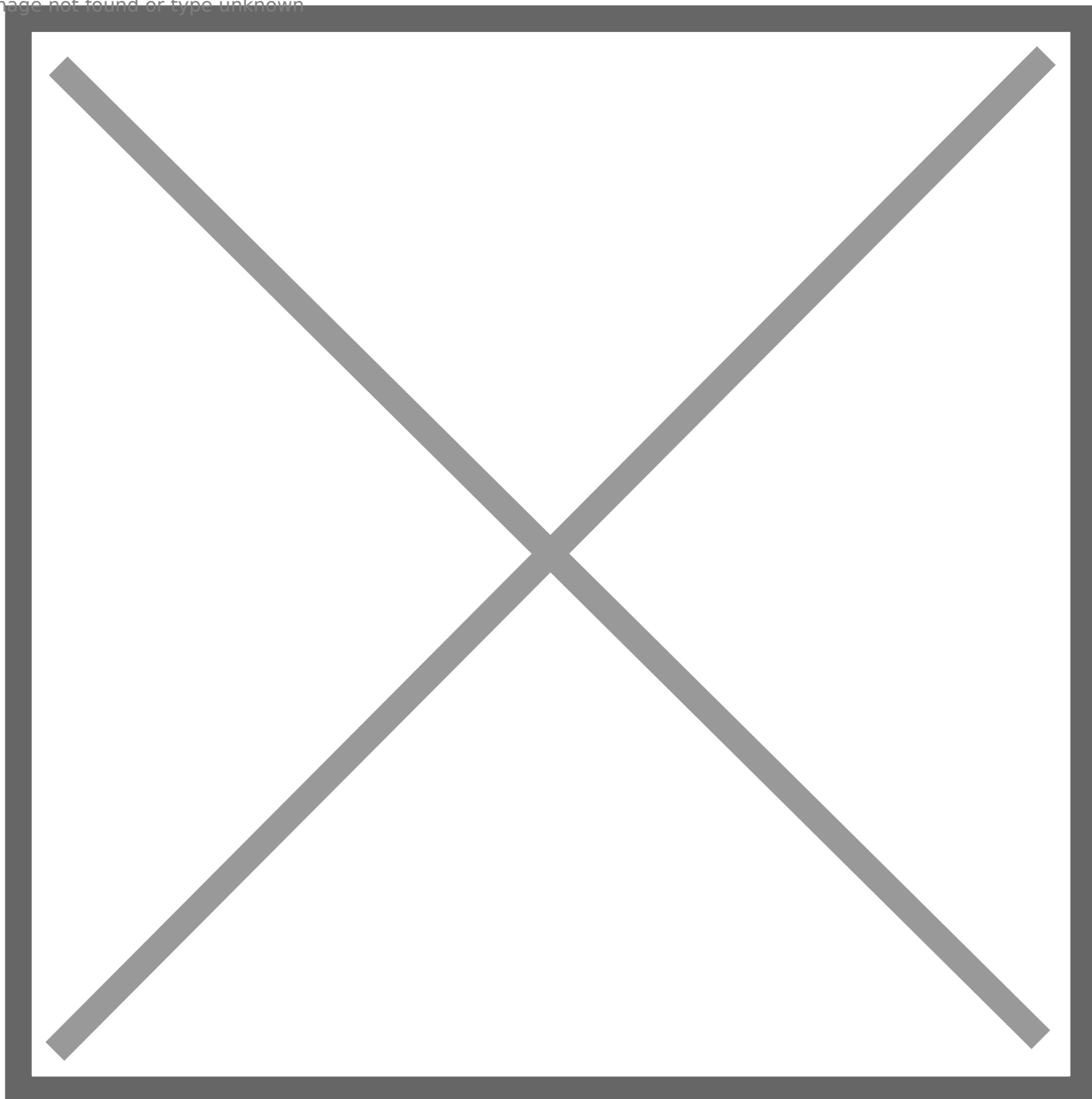
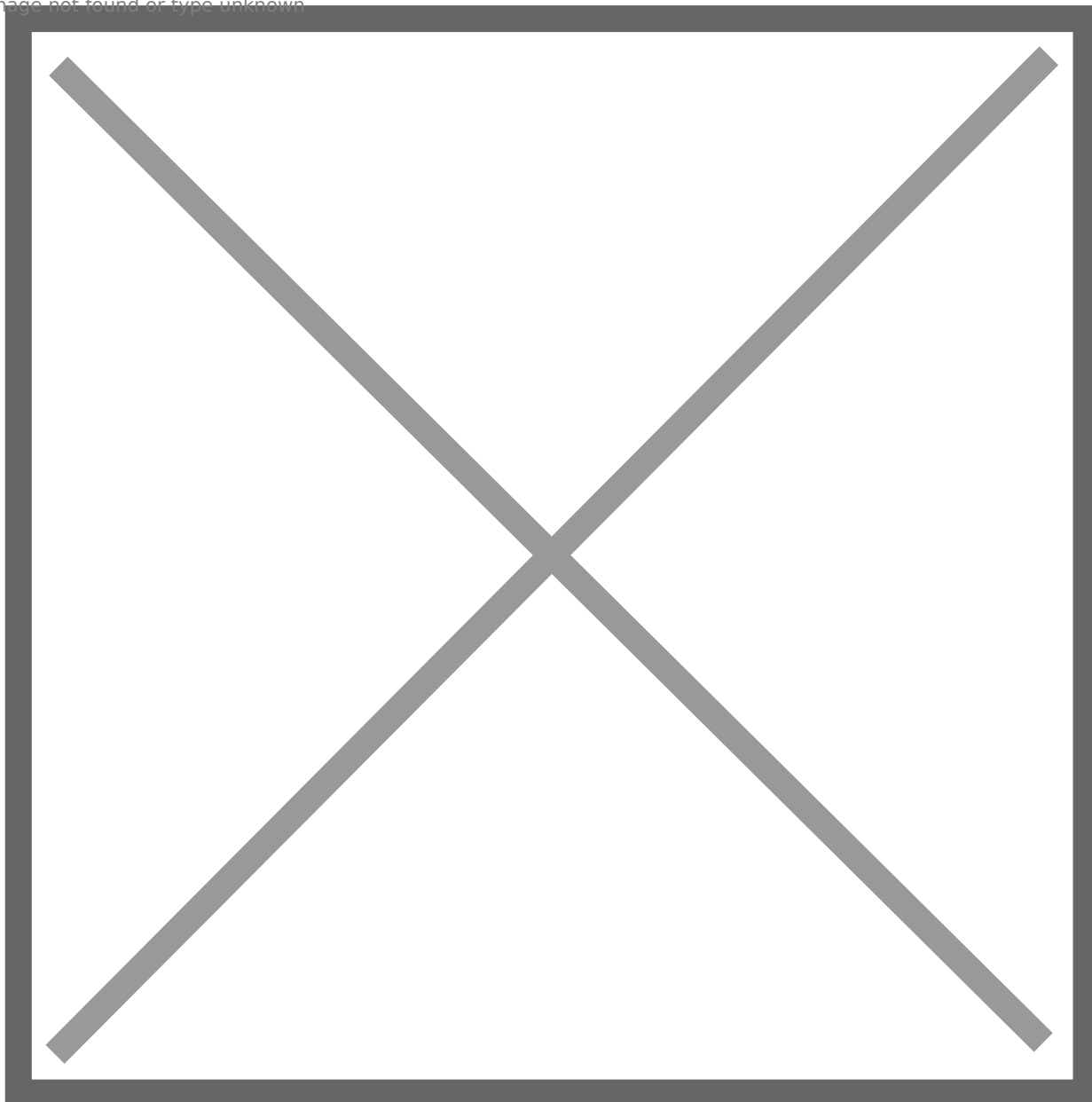


Image not found or type unknown



Revision #2

Created 30 March 2024 23:47:02 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:21:29 by Bryan